



Union Fédérale des Syndicats de l'État CGT

Montreuil, le 24 octobre 2025

Madame Amélie de Montchalin

Ministre chargée de l'Action et des Comptes publics

Monsieur David Amiel

Ministre délégué chargé de la Fonction publique et de la Réforme de l'État

Monsieur Boris Melmoux-Eude

Directeur général de l'Administration et de la Fonction publique

Objet : Dépôt d'un préavis de grève sur la période du 1^{er} novembre au 31 décembre 2025.

Madame la Ministre, Monsieur le Ministre,
Monsieur le Directeur général,

Force est de constater que vous persistez à ne pas apporter de réponses aux revendications des agent.es publics qui se sont fortement mobilisé.es les 10 et 18 septembre ainsi que les 2 et 9 octobre derniers.

A l'évidence, vous voulez poursuivre la mise en œuvre d'une purge budgétaire conséquente en multipliant les régressions sociales.

A l'opposé des politiques poursuivies par la Macronie et le MEDEF, la CGT réitère que de l'argent est disponible pour financer notamment :

- La reconstruction d'un droit au départ à la retraite à 60 ans et à taux plein, ce qui nécessite l'abrogation de la contre-réforme initiée par Elisabeth Borne.
- Le financement d'un système de sécurité et de protection sociales de haut niveau.
- Le financement de services publics et d'une Fonction publique au service d'une nouvelle logique de développement articulant reconquête des activités industrielles et la transition écologique.
- L'amélioration des conditions de vie et de travail des agent.es publics avec notamment : l'arrêt des suppressions d'emplois, des créations de postes de fonctionnaires partout où c'est nécessaire, un plan de titularisation des agent.es non-titulaires, l'augmentation immédiate et a minima de 10% des traitements et des salaires.
- L'égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes.
- Un droit effectif à la protection sociale complémentaire en santé et en prévoyance tant pour les actifs que les retraité.es financé par les employeurs publics,
- La cessation des attaques portées contre les droits à l'action sociale tant des actif.ves que des retraité.es qui doivent au contraire être financés.

L'escroquerie du report de l'application de la contre-réforme des retraites doit cesser. L'urgence est à la construction de loi de finances et de financement de la Sécurité sociale sur d'autres bases.

Dans un tel contexte, la CGT appelle les agent.es publics à s'inscrire dans toutes les mobilisations, y compris par la grève et les manifestations, qui seront construites dans la prochaine période.

Par la présente, l'UFSE CGT dépose un préavis de grève sur la période débutant le 1^{er} novembre prochain et jusqu'au 31 décembre prochain.

Cela vaut pour l'ensemble des personnels, ainsi que pour les nuitées en amont et en aval des dates du 1^{er} novembre au 31 décembre.

Veuillez agréer, Madame, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Christophe Delecourt

Secrétaire général de l'UFSE CGT